



Marché N°006-2024

Vérifications et maintenance préventive et corrective des extincteurs, Réseaux d'Incendie Armés, colonnes sèches, poteaux d'incendie installés dans les établissements de l'UGECAM Alsace

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Forme du marché et décomposition de la consultation

ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE

ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES

ARTICLE 4 – CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION EN COURS DE MARCHÉ

- 4.1 Modification à l'initiative de l'UGECAM Alsace
- 4.2 Modification à l'initiative du titulaire

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES

- 5.1 Obligation du titulaire
- 5.2 Obligation générale de résultat
- 5.3 Obligation de réserve et de confidentialité
- 5.4 Obligation de conseil et d'information
- 5.5 Obligation de fiabilité et de sécurité
- 5.6 Obligation d'efficacité

ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET ETHIQUE

- 6.1. Clause environnementale et innocuité au regard de la santé
- 6.2. Développement durable

ARTICLE 7 – REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHÉ

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET OBLIGATION D'ASSURANCE

- 8.1. Assurance
- 8.2. Attestations sociales et fiscales
- 8.3. Sous-traitance
- 8.4. Responsabilité en cas de changement de référence

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

ARTICLE 10 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX - REVISION TARIFAIRE

- 10.1. Révision des prix
- 10.2. Clause de sauvegarde

ARTICLE 11 – MODALITES DE COMMANDE ET DE FACTURATION

- 11.1 Bons de commande
- 11.2. Périodicité des factures
- 11.3. Modalités de facturation
- 11.4. Modalités de transmission des factures

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

- 12.1. Modalités de financement et de paiement
- 12.2. Paiements des sous-traitants éventuels
- 12.3 Avance

ARTICLE 13 – PENALITES

- 13.1. Montant des pénalités
- 13.2. Pénalités en cas de sous-traitance occulte

ARTICLE 14 – RESILIATION

ARTICLE 15 - CONTINUITE DES PRESTATIONS

ARTICLE 16 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

ARTICLE 17– LITIGE ATTRIBUTION DE COMPETENCE

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet de définir les clauses administratives particulières, dans le cadre du marché public portant sur les Vérifications et maintenance préventive et corrective des extincteurs, Réseaux d'Incendie Armés, colonnes sèches, poteaux d'incendie installés dans les établissements de l'UGECAM Alsace.

Les principaux matériels, équipements et système à maintenir sont listés au CCTP.

Les prestations sont réalisées selon les prescriptions du présent cahier des charges, de celles des fabricants, de celles du règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public de celles des fabricants, et selon les règles de l'art.
Les prestations sont détaillées au C.C.T.P.

Lieux d'exécution et établissements bénéficiaires

Pôle IURC

- Institut Universitaire de Réadaptation Clémenceau (IURC) – Site de Strasbourg
45 Boulevard Clemenceau 67000 STRASBOURG
- Institut Universitaire de Réadaptation Clémenceau (IURC) – Site d'Illkirch
10 Avenue Achille Baumann 67403 ILLKIRCH GRAFENSTADEN
- Centre de Rééducation Fonctionnelle – CRF Schirmeck
32 Rue de l'Ancien Sanatorium 67130 SCHIRMECK

Résidence de SAALES

Résidence de SAALES
9 Route du Centre Médical
67420 SAALES

CERRAN

- Centre de Réadaptation Fonctionnelle
12 Route de Haguenau
67360 MORSEBRONN-LES-BAINS
- Centre de Réadaptation Fonctionnelle
16 Rue du Maréchal Leclerc
67110 NIEDERBRONN LES BAINS
- Centre de Rééducation et de Réadaptation d'Alsace du Nord
Site de LIEBFRAUENTHAL
67360 GOERSDORF

Centre de Rééducation de COLMAR

- Centre de Rééducation de COLMAR
63 Rue de l'Oberharth
68000 COLMAR

Pôle Sud Alsace (PSA)

- Centre Médical LALANCE
B.P. 69
68460 LUTTERBACH
- Centre Médical STE-ANNE
JUNGHOLTZ B.P. 77
68502 GUEBWILLER CEDEX
- Centre Médical DE LUPPACH
Lieu-dit LUPPACH
68480 BOUXWILLER
- CENTRE MEDICAL-LE ROGGENBERG
12 rue Brulée
B.P. 1001
68132 ALTKIRCH CEDEX

1.2. Forme du marché et décomposition de la consultation

1.2.1. Procédure

La procédure de consultation utilisée est **la procédure adaptée**, en application des dispositions des articles L2123-.2°, R2123-1.3° et R2123-2 à R2123-7 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Marché public a prix mixte conclu avec une partie à prix global et forfaitaire et une partie à bon de commande.

Les prestations sont réalisées dans le cadre d'un forfait de maintenance pour les opérations de maintenances et par l'émission de bon de commande au fur et à mesure de l'apparition des besoins pour les prestations hors forfait et la fourniture des extincteurs.

L'accord-cadre est conclu, pour la partie à bons de commande, sans minimum et avec maximum annuel de 65 000.00 €, passé en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Chaque établissement bénéficiaire, pour ce qui le concerne, émet directement ses bons de commande au fur et à mesure de ses besoins, et s'assure de la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

L'objet du marché est assorti d'une obligation de résultat.

1.2.2. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

L'acheteur se réserve le droit de recourir à un contrat de prestations similaires, dans les conditions fixées à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique pour son propre compte.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.2.3. Variantes et PSE

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée. Aucune variante n'est prévue par l'acheteur. L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

1.2.4. Décomposition de la consultation

Le marché n'est pas alloti.

Justification du non allotissement : conformément aux dispositions des articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du code de la commande publique, le présent marché est mono attributaire (conclu avec un seul opérateur économique), non alloti, pour des raisons de gestion centrale de la prestation. La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD CADRE

La prise d'effet du marché est prévue pour le 01 avril 2025.

Le marché est passé pour une période initiale maximum d'un an à compter de sa date de prise d'effet. Il est reconductible trois fois pour une période d'un an, par tacite reconduction sans que la durée cumulée du marché ne puisse excéder quatre ans.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur prendra, au plus tard deux mois avant la fin de la période annuelle encours du marché, la décision de ne pas reconduire le marché. Cette décision sera notifiée soit par lettre recommandée électronique envoyée via le profil acheteur soit remis au titulaire contre récépissé.

En cas de non-reconduction du marché, le titulaire ne peut pas prétendre à indemnisation.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, celle qui fait foi est celle qui précède la ou les autres dans la liste suivante :

- ↺ L'acte d'engagement,
- ↺ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- ↺ Le Bordereau des prix unitaires (BPU),
- ↺ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- ↺ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- ↺ Le Code de la Commande Publique
- ↺ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et entré en vigueur le 1er avril 2021
- ↺ L'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale
- ↺ Le CRT (et le mémoire technique le cas échéant)

ARTICLE 4 – CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION EN COURS DE MARCHÉ

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen permet la modification du marché.

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix de prestations du présent accord cadre devaient intervenir, les parties peuvent convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent accord cadre sur présentations de pièces justificatives.

Le présent accord cadre pourra donc être modifié dans les conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique et notamment en ce qui concerne les sujétions imprévues.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet de l'accord cadre ou les caractéristiques substantielles des prestations.

- Clause de révision de prix :

En cas de circonstance exceptionnelles, la clause de variation des prix pourra être modifiée notamment s'agissant de la forme, de la durée et de la fréquence des révisions des prix ainsi que des conditions d'application de la clause de sauvegarde.

- Établissement de prix nouveaux :

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires non prévues au bordereau de prix unitaires du marché, le pouvoir adjudicateur détermine par activation d'un ordre de service les prestations qu'il compte ajouter à la définition du Bordereau des Prix Unitaires.

Le rajout de poste de prix se fera dans les conditions suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille du BPU

L'entreprise devra alors transmettre au pouvoir adjudicateur

Un nouveau bordereau des prix unitaires qui se substituera au précédent et qui sera transmis par ordre de service.

Dans tous les cas, ces rajouts n'impacteront pas le montant maximum de l'accord-cadre.

4.1. Modification à l'initiative du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement l'UGE CAM Alsace les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- À la répartition du capital social de l'entreprise ;
- Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

4.2. Modification en cas d'imprévision et circonstances imprévues

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

• Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- **D'une prolongation de la durée** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité des soins
- **D'une augmentation du volume maximum** contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer l'établissement à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel.

• Modification des conditions d'exécution

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'UGECAM peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre prestataire pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS GENERALES

5.1. Obligation du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations selon les spécifications fixées au CCTP. Ces prestations constituent un marché avec obligation de résultats, assortie d'une obligation de moyens ; la mise en œuvre effective des moyens est définie par le titulaire dans son mémoire technique.

Le titulaire répond de la qualité de la prestation assurée, sauf négligence ou faute prouvée d'un établissement. Tout équipement présentant un vice caché, découvert au cours de son utilisation sera immédiatement signalé au titulaire du marché qui sera tenu de le remplacer.

5.2. Obligation générale de résultat

Les prestations dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard de l'UGECAM Alsace. Ce résultat porte sur la bonne réalisation des prestations dans le respect des conditions mentionnées supra.

5.3. Obligation de réserve et de confidentialité

Le titulaire et son personnel ont également une obligation de réserve : si, à l'occasion de l'exécution du marché, ils ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, ils s'engagent à ne pas les diffuser.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisations du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire et de son personnel, à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

5.4. Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le titulaire doit informer l'UGECAM de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Il doit tenir informé le pouvoir adjudicateur contre tout risque qu'il pressent et devra lui communiquer des éléments pouvant affecter la fiabilité des prestations et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans les cas où il n'y serait pas porté remède.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation de conseil et de mise en garde vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le Pouvoir adjudicateur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du Pouvoir adjudicateur.

5.5. Obligation de fiabilité et de sécurité

Les prestations de maintenance devront être réalisées sur les installations concernées, avec un parfait respect des normes et des règlements administratifs (lois, décrets, arrêtés) en vigueur.

5.6. Obligation d'efficacité

D'une façon générale, au sens de la norme NFX.60-100, les prestations objet du présent marché comprennent :

- La maintenance préventive systématique ayant pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.
- La maintenance préventive conditionnelle qui résulte des constatations faites lors des visites systématiques, et dont le but est le maintien en état de fonctionnement des matériels et équipements.
- La maintenance corrective ayant pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels et équipements à la suite d'une défaillance.

Le titulaire du contrat s'engage en outre :

- A adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation des appareils.
- A affecter aux travaux de maintenance du personnel en quantité et qualité voulues et équipé d'un outillage adapté

ARTICLE 6 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET ETHIQUE

Le présent marché s'inscrit dans une démarche de développement durable et prend en compte des considérations environnementales, sociales et éthiques.

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le Titulaire prend toutes les dispositions pour :

- Limiter les déchets (emballages),
- Effectuer un tri à la source des déchets (assurer leur traçabilité et les évacuer vers les filières agréées en privilégiant le recyclage ou la valorisation),
- Limiter l'impact sur les ressources (en préservant la qualité et la quantité de l'eau),
- Limiter les consommations électriques et autres fluides et énergies,
- Interdire les rejets liquides et gazeux non-autorisés par l'Installation,
- Prévenir immédiatement l'Installation en cas de détection de pollution.

Le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de la réglementation relative à la pollution et à la protection de l'environnement.

En cas d'incidence avérée de l'activité du Titulaire sur l'environnement, ce dernier assure la réparation du préjudice à ses frais exclusifs.

Dans la démarche environnementale, le Titulaire contribue à la maîtrise des consommations énergétiques (eau, gaz, électricité) et à la maîtrise des rejets, la réduction et la traçabilité des déchets, le tri sélectif, en étant force de proposition dans ces domaines.

6.1. Clause environnementale et innocuité au regard de la santé

La prise en compte de ces impératifs s'organise par la recherche de prévention et la réduction des impacts sanitaires et environnementaux engendrés par la réalisation des prestations commandées.

Toutes les prestations proposées dans l'offre devront être conformes à la réglementation et aux normes européennes, satisfaire à la réglementation en vigueur, aux prescriptions des normes applicables en France.

Le pouvoir adjudicateur encourage le prestataire à proposer dans son offre un maximum de d'actions respectant des normes environnementales. Les prestations devront être conçues dans un objectif de durabilité, associé éventuellement à une simplicité de montage et de recyclage et limitant son impact sur l'environnement.

Il peut s'agir de mesures pour préserver les ressources naturelles, la qualité de l'eau ou de l'air, des actions pour réduire la quantité de déchets et avoir l'assurance d'une gestion adaptée, des mesures pour limiter l'empreinte Carbone. Dans tous les cas, le candidat devra apporter tous les labels ou certifications justifiant ses propositions. Le champ d'activité couvert par ces exigences peut concerner le produit, sa fabrication, son transport mais également son emballage.

6.2. Développement durable

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public.

Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

Le Titulaire exécute les prestations du marché en veillant à limiter au maximum son impact environnemental. Pour cela, il peut faire sienne les préconisations suivantes :

- La réduction des prélèvements des ressources ; en limitant les gaspillages et en favorisant le réemploi et le reconditionnement de certaines fournitures.
- La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- La réduction des impacts sur la biodiversité ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et

notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air.

- ARTICLE 7 – REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHÉ

Dès la notification du contrat, chacune des parties désigne une ou plusieurs personnes habilitées à la représenter auprès de l'autre partie. Tout changement ultérieur est immédiatement communiqué à l'autre partie.

Dès la notification du contrat, le titulaire prend contact avec le pouvoir adjudicateur afin d'organiser, dans les locaux de celui-ci, une réunion de lancement. La ou les personnes désignées par le titulaire sont nécessairement présentes à cette réunion

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique désignée qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas de son fait.

Le changement de personne est annoncé immédiatement à l'UGECAM Alsace.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par l'UGECAM Alsace.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succède. Il établit pour cela un procès-verbal dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

Dans les cas d'insuffisance avérée d'une des personnes désignées. L'UGECAM Alsace peut demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Dans ce cas, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé est soumis à l'approbation de l'UGECAM Alsace dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement »

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET OBLIGATION D'ASSURANCE

8.1. Assurance

Pour garantir la responsabilité à laquelle il est tenu, le titulaire doit souscrire une police d'assurance adéquate et, en ce qui concerne les dommages corporels, une garantie à caractère illimité.

Il est expressément convenu qu'en cas de sous-traitance ou autre substitution d'entreprise, le titulaire fait son affaire personnelle de la garantie de ceux qu'il se substitue.

8.2. Attestations sociales et fiscales

Le titulaire du marché devra transmettre tous les 6 mois pendant l'exécution du marché les attestations sociales et les informations relatives à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les documents afférents conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 et suivants du code du travail.

8.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous la réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'UGECAM Alsace et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément à l'article L2193-4 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché, toutefois, l'UGECAM exige que la tâche essentielle du marché, à savoir la maintenance des équipements, soit effectuée directement par le titulaire.

8.4. Responsabilité en cas de changement de référence

En cas d'évolutions technologiques, de changement de techniques, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle prestation se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation,

- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne prestation est maintenu pour la nouvelle.

A savoir que la substitution d'une prestation par une autre ou l'ajout d'une prestation identique au cours du marché, est possible, sans modification de marché, dès lors que le prix unitaire n'est pas supérieur au prix du marché, et que l'économie globale du marché ne s'en trouve pas bouleversée.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications seront effectuées par le Pouvoir Adjudicateur, sans la présence du titulaire, par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S. Ce dernier peut tout de même et, à sa demande, assister aux opérations de vérification.

Ces opérations de vérification sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur à chaque phase et rendu.

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G.-F.C.S. et consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations ainsi que la quantité définie sur le bon de commande ou au marché public et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Les opérations de vérification qualitative sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur conformément aux articles 28.1 et 29.2 du C.C.A.G.-F.C.S. et consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier l'état et la conformité des prestations exécutées et rendues et leur conformité avec les spécifications du C.C.T.P., les éléments techniques fournis par le titulaire à l'appui de son offre.

A l'issue des opérations de vérification, l'UGECAM Alsace prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux articles 30.1 à 30.4 du CCAG-FCS.

ARTICLE 10 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX - REVISION TARIFAIRE

Le contrat est traité à prix mixtes forfaitaires et unitaires.

Les prix sont ceux indiqués à l'acte d'engagement et détaillés aux DPGF et BPU. Les prix sont exprimés en euro.

Les prix sont établis hors taxes, et assujettis au taux de TVA et aux taxes parafiscales le cas échéant en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au protocole de sécurité sanitaire liée au COVID-19 ou toute autre pandémie.

Les prix comprennent tous les frais et sujétions afférents à la bonne exécution de l'accord-cadre, notamment : toutes charges fiscales, parafiscales, redevances, éco-contribution, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport y compris les frais postaux jusqu'au lieu de livraison, aux déplacements, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

10.1. Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de son offre par le candidat ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés une fois dans l'année, un an après la date de notification de l'accord-cadre, par application aux prix du bordereau des prix, d'un coefficient de révision calculé à trois décimales par excès

(P) donné par la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,70 (ICHTrev-TS_{(IME)} / ICHTrev-TS_{(IME)0}) + 0,15 (MIG NCAG / MIG NCAG_0)]$$

P = prix révisé

P_o = prix d'origine ou dernier révisé

ICHTrev-TS_{(IME)0} = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail tous salariés charges salariales comprises pour les Industries dans le secteur — Industrie Mécanique et Electrique, connue à la date de remise de l'offre ou lors de la dernière révision ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été

demandée. Référence INSEE = **001565183**

MIG NCAGo = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissement, connue à la date de remise de l'offre ou lors de la dernière révision ou valeur de l'année n-1 si aucune révision n'a été demandée. Référence INSEE = **010534486**

ICTrev-TS(IME) et MIG NCAG = valeur de ces mêmes indices connue à la date anniversaire du marché

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son prix révisé avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Les nouveaux bordereaux de prix ainsi révisé devront être adressés à :

UGECAM ALSACE
Service des achats
10B AVENUE ACHILLE BAUMANN
67400 ILLKIRCH

Dans le cas où le titulaire ne signalerait pas de révision des prix ou de manière trop tardive au regard des stipulations du présent CCAP, les prix du marché doivent être identiques à ceux pratiqués l'année écoulée avant la reconduction du marché.

Si l'INSEE arrête définitivement la publication de l'un des indices de l'accord cadre et en propose son remplacement par un autre, ce nouvel indice préconisé par l'INSEE sera intégré à l'accord cadre par ordre de service. Si l'un des indices de l'accord cadre n'est pas publié pendant six (6) mois et que l'INSEE ne préconise pas un nouvel indice en remplacement, un nouvel indice sera intégré à l'accord cadre sous forme d'avenant.

10.2. Clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique.

Les modifications tarifaires ne pourront représenter plus de 3 % de hausse annuelle.

En l'absence d'accord, pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire en sera notifié par lettre recommandée avec AR, mail avec AR ou simple télécopie au plus tard 1 mois avant la date d'échéance de chaque période de marché.

En cas de circonstances exceptionnelles, il pourra être dérogé à la présente clause.

ARTICLE 11 – MODALITES DE COMMANDE ET DE FACTURATION

Chaque établissement émettra son bon de commande.

11.1. Bons de commande

Chaque établissement procédera à l'émission de bon de commande au fur et à mesure de ses besoins. Aucun rythme de commande ne sera imposé à l'acheteur. Par ailleurs, plusieurs bons de commande pourront également être adressés au titulaire en même temps.

11.1.1. Conditions générales d'exécution des bons de commande

Le présent accord-cadre s'exécute au fur et à mesure du besoin de l'acheteur, par l'émission de bons de commande. Il n'y a pas de minimum de commande.

Aucun frais supplémentaire ne sera facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

De manière générale, les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée du contrat. Toutefois, leur exécution pourra, dans certains cas, être poursuivie au-delà de la période de validité du contrat, dans les conditions du code de la commande publique.

Ce dépassement devra rester raisonnable afin de ne pas prolonger abusivement le contrat et être conforme aux délais habituels de mise en œuvre par la profession concernée pour la réalisation de la prestation.

Ils sont exécutoires à la date indiquée. Le commencement d'exécution des prestations peut toutefois

être différé, sur mention expresse du bon de commande ou d'un document annexe.

11.1.2. Caractéristiques du bon de commande et conditions de réception

Les bons de commande signés sont notifiés au titulaire par courriel. Ils mentionnent :

- L'entité et le service émetteur,
- La référence du contrat,
- L'imputation budgétaire de la dépense
- Le montant engagé,
- Les quantités,
- La désignation des prestations à exécuter,
- L'adresse de facturation,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total à payer, toutes taxes comprises.

Le titulaire devra accuser de la bonne réception de la commande par retour de courriel, immédiatement après en avoir pris connaissance.

À défaut de réponse, le bon de commande sera réputé notifié 24 heures après sa date de notification.

11.1.3. Modifications du bon de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (courriel).

11.1.4. Annulation du bon de commande

L'acheteur se réserve le droit de décider de l'arrêt de l'exécution d'un bon de commande et en informe le titulaire par courriel. Il n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Il s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit. L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du contrat.

11.1.5. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels. Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au responsable désigné de l'établissement.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière.

Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans un délai de 5 jours. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

11.2. Périodicité des factures

L'admission des prestations relatives à chaque bon de commande donnera lieu à paiement définitif au regard de l'article R2191-26 du code de la commande publique. Le titulaire établit ses factures à la fin de chaque mois pour les prestations réalisées et terminées pendant le mois.

Si les commandes ont une durée d'exécution supérieure à 1 mois, le titulaire bénéficie de la possibilité de demander des acomptes. La demande d'acompte est établie sur la base d'un pourcentage d'avancement appliqué sur le montant de l'ordre de service. Les acomptes sont versés conformément aux dispositions des articles R. 2191-23 à R. 2191-25. La périodicité des acomptes est fixée par l'article R. 2191-22.

11.3. Modalités de facturation

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions suivantes (article D. 2192-2 du code de la commande publique) :

- ✎ La date de la facture
- ✎ La référence de la facture
- ✎ Numéro de marché
- ✎ Le site concerné
- ✎ Le nom et l'adresse du créancier
- ✎ La domiciliation bancaire sur laquelle la facture doit être payée,
- ✎ La désignation des prestations,
- ✎ Le détail des prix, selon BPU
- ✎ Le taux de TVA de chaque ligne de facturation
- ✎ Le montant total HT de la facture
- ✎ Le taux de chaque TVA appliquée et son montant total
- ✎ Le montant TTC de la facture

En cas de cotraitance :

La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de sous-traitance :

Les modalités de règlement du sous-traitant sont définies aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11.4.Modalités de transmission des factures

L'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination des établissements publics santé.

Depuis le 1er janvier 2020, tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition. Le titulaire pourra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché obligatoirement par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le dépôt des factures requiert les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'établissement destinataire de la facture
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

L'ensemble de ces informations sont fournies dans l'annexe 1 au CCAP.

Ainsi, conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-5, les factures sont transmises sous format électronique, via le « portail public de facturation » mis à disposition par l'Etat, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La transmission de facture aux établissements partie se fait via la solution nationale CHORUS-PRO.

Le titulaire veillera à présenter une facture par établissement concerné.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

12.1. Modalités de financement et de paiement

Le contrat est financé sur le budget propre de l'UGECAM Alsace.

Le mode de règlement choisi est le virement. Le délai de paiement pour les prestations unitaires est fixé à trente (30) jours à compter de la demande de paiement, conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires équivalents au taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale Européenne augmentés de 8 points et du versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement selon les modalités indiquées dans le décret n°2013-269 cité supra.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur de l'établissement concerné.

12.2. Paiements des sous-traitants éventuels

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

12.3. Avance

En application de l'article R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique, une avance égale à 10% du montant du contrat / de chaque bon de commande est accordée au titulaire lorsque son montant est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 13 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché prévu au CCAP et CCTP propre à chaque lot.

Elles sont encourues du simple fait de la constatation de l'UGECAM du retard ou de l'inexécution et peuvent s'appliquer sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1-2 du C.C.A.G /F.C.S, le montant des pénalités est plafonné à hauteur de 25% de la maintenance annuelle.

Par dérogation à l'article 14.1-3 du C.C.A.G /F.C.S, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Ces pénalités seront déduites des paiements ou feront l'objet d'un titre de recette envoyé au titulaire du marché.
2. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.
3. Si l'acheteur demande alors l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

D'une manière générale, les pénalités et les réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-

cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Ces pénalités sont décrites dans le tableau ci-dessous et indiquées hors taxes.

13.1.Montant des pénalités

N°	Motif d'application d'une pénalité	Montant
1	Non-respect des règles de sécurité	500 € par constat
2	Non-respect de l'obligation de résultat	1000 € par constat
3	Non-respect de l'obligation de confidentialité	350 € par constat
4	Non-respect des obligations de conseil et information	200 € par constat
5	Mise à disposition d'un agent non titulaire des qualifications exigées ou absence d'identification et tenue vestimentaire et EPI	200 € par agent
6	Défaut de prise en charge des équipements	100 € / jour de retard et par document
7	Défaut de mise en place des étiquetages et des scellées	50 € / jour de retard et par étiquettes
8	Défaut de tenue des registres	50 € / jour de retard et par document
10	Non remise des bons et compte rendu d'interventions (rapport de maintenance préventive ; dépannage ; maintenance corrective ; maintenance curative)	50 € / jour de retard et par document
11	Non-respect du planning (dates de passages programmées)	50,00 € / par jour de retard
12	Absence à une visite de maintenance préventive	500,00 € / par infraction et par semaine
13	Non-respect des délais d'exécution pour le dépannage	70,00 € / heure de retard
14	Défaut d'exécution de la maintenance corrective suite à un constat d'anomalie dans le cadre de la maintenance préventive	100,00 € / par jour de retard
15	Non-respect des délais de remise en service dans le cadre de la maintenance curative Non-respect des délais d'exécution pour la réparation / remplacement	80,00 € / jour calendaire de retard
16	Non transmissions des livrables (tels que les rapports annuels, les descriptifs des opérations, les inventaires, listes détaillées.)	50 € / jour de retard et par document

13.2. Pénalités en cas de sous-traitance occulte

Le pouvoir adjudicateur rappelle les obligations de la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance, aux termes de laquelle un sous-traitant ne peut intervenir sur le site sans avoir été accepté et agréé dans ses conditions de paiement préalablement.

En cas de constatation de l'exécution d'une partie du présent marché par une entreprise n'ayant pas fait l'objet d'une acceptation et d'un agrément de ses conditions de paiement préalables, le titulaire encourt une pénalité de 1500 euros par constat.

Le constat d'une entreprise intervenant sans avoir été acceptée et agréée dans ses conditions de paiement, dressé par un représentant de l'UGECAM, vaut preuve de la présence du sous-traitant sauf

preuve contraire.

La pénalité suscitée est appliquée immédiatement à l'entreprise titulaire lors de la réception de la première facture faisant suite au constat.

ARTICLE 14 – RESILIATION POUR FAUTE

Si le titulaire ne remplit pas durablement les obligations que lui impose le marché ou s'il les remplit d'une façon inexacte et incomplète, ou de nature à compromettre les intérêts des services, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché pour tout ou partie du contrat.

Le temps de notifier le nouveau marché, le pouvoir adjudicateur pourra également faire exécuter tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG- FCS.

Les conditions de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Seules les dispositions du C.C.A.G./F.C.S. relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Toutefois, l'article 42 du C.C.A.G. / F.C.S. n'est pas applicable en cas d'évolution techniques majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins, d'évolution réglementaire (matéiovigilance incluse) ou de circonstances imprévisibles, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G/F.C.S.

En complément de ces clauses de résiliation, le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de défaut de réalisation d'une prestation de transport dont la prise en charge a été préalablement acceptée par le titulaire ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans les prises en charge).
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143- 10 et R2143-11 à R2143-12 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.
- Lorsque le Titulaire est dans une situation de non-conformité répétée des produits livrés ou des prestations réalisées aux caractéristiques des produits ou prestations référencés à l'accord-cadre (notamment fiches et descriptifs techniques, catalogue)

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'UGEAM Alsace sauf dans les cas prévus par le CCAG-FCS.

Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de non-communication ou de non-recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire, et en complément de l'article 41 du CCAG- FCS, sans mise en demeure préalable du titulaire, dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas de retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur. Dans ce cas, les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du Code du Travail, lorsque le pouvoir adjudicateur constate ou est informé du non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 et L8221-5 du même code, il met en demeure le titulaire de régulariser la situation.

A défaut de régularisation, le pouvoir adjudicateur peut résilier, par dérogation à l'article 42 du CCAG-

FCS, sans indemnité.

ARTICLE 15 : CONTINUITE DES PRESTATIONS

Dans toutes les hypothèses de fin de contrat (fin normale du marché ou résiliation pour quelque cause que ce soit), le titulaire doit maintenir sa prestation, à la demande expresse du pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues au présent marché, jusqu'à la désignation d'un nouveau prestataire.

La durée de cette période transitoire ne saurait dépasser, en tout état de cause six (6) mois.

D'une manière générale, le pouvoir adjudicateur peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime de gestion de l'activité. Le titulaire est tenu, dans cette perspective, de fournir à l'établissement hospitalier tous les éléments d'information qu'il estimerait utile.

Durant la phase de réversibilité, le titulaire s'engage à transférer aux établissements hospitaliers la base de données informatique « en données structurées » de leur activité, conformément à la réglementation en vigueur. Cette base de données doit être dans un format informatique exploitable.

ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Les cas de résiliation sont prévus au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S. Une résiliation aux torts du titulaire peut être assortie d'une exécution de la prestation à ses frais et risques telle que prévue à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre résultant de l'exécution de ces prestations est à la charge du Titulaire. Le surcoût, supporté par le Bénéficiaire, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au Titulaire pour les prestations réalisées et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du Titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au Titulaire au titre des prestations admises ou fait l'objet de l'émission d'un titre de recette à l'encontre du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, le pouvoir adjudicateur peut, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, et ce jusqu'à l'aboutissement d'une nouvelle procédure de consultation, faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17 – LITIGE ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit les contestations, qui pourraient survenir entre l'UGECAM Alsace et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du présent marché est :

GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANCY

Cité Judiciaire

Rue du Général Fabvier

54035 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 90 85 00

Fax : 03 83 27 49 84

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le CCAG/FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021 est applicable à ce présent marché, hormis les articles suivants qui y dérogent :

ARTICLES DU PRESENT CCAP	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST FAIT DEROGATION
Article 3	Article 4.1
Article 9.1	Article 27.3
Article 11.1.5	Articles 3.7.2 ; 13.3.2
Article 13	Article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 14	Article 42